

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000147-127

DATE : LE 21 DÉCEMBRE 2016

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, j.c.s.**

---

**SERGE ASSELIN**  
et  
**GAËTAN ROY**  
Demandeurs

C.

**FURUKAWA ELECTRIC CO., LTD.**  
et  
**AMERICAN FURUKAWA, INC.**  
et  
**LEONI AG**  
et  
**LEONI KABEL GMBH**  
et  
**LEONI WIRING SYSTEMS, INC.**  
et  
**LEONISCHE HOLDING, INC.**  
et  
**LEONI WIRE, INC.**  
et  
**LEONI ELOCAB, LTD.**  
et  
**LEONI BORDNETZ-SYSTEME GMBH**  
et

**SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD.**

et

**SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD.**

et

**SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC.**

et

**SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC.**

et

**SEWS CANADA, LTD.**

et

**S-Y SYSTEMS TECHNOLOGIES EUROPE, GMBH**

et

**YAZAKI CORPORATION**

et

**YAZAKI NORTH AMERICA, INC.**

et

**FUJIKURA, LTD.**

et

**FUJIKURA AMERICA, INC.**

et

**FUJIKURA AUTOMOTIVE AMERICA LLC**

et

**TECHMA CORPORATION**

et

**G.S. ELECTECH, INC.**

et

**G.S.W. MANUFACTURING, INC.**

et

**G.S. WIRING SYSTEMS, INC.**

Défenderesses

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

---

**JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR L'AUTORISATION D'EXERCER UNE  
ACTION COLLECTIVE POUR FINS DE RÈGLEMENT SEULEMENT AVEC  
CERTAINES DÉFENDERESSES SEULEMENT ET POUR OBTENIR  
L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION**

---

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU** qu'une entente de règlement a été conclue entre les Demandeurs et les Défenderesses G.S. Electech, Inc., G.S.W. Manufacturing, Inc. et G.S. Wiring Systems, Inc. (ci-après collectivement « **G.S. Electech** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l' « **Entente G.S. Electech** »;

[3] **ATTENDU** que les Demandeurs demandent :

- a) d'autoriser l'exercice d'une action collective contre les Défenderesses qui règlent seulement et pour les fins de règlement seulement;
- b) de leur octroyer, pour les fins de l'Entente G.S. Electech, le statut de représentants des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec; et
- c) d'approuver l'Entente G.S. Electech;

[4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 23 novembre 2016 par lequel le Tribunal a approuvé le contenu et ordonné la publication de l'Avis d'audience aux membres;

[5] **CONSIDÉRANT** que les avis ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente G.S. Electech, sans qu'il n'y ait eu objection écrite à l'encontre de l'Entente G.S. Electech;

[7] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec ne s'est présenté devant cette Cour afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente G.S. Electech;

[8] **CONSIDÉRANT** que le délai pour s'exclure de l'action collective au Québec est expiré, et que trois personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure;

[9] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[10] **CONSIDÉRANT** que la demande a dûment été notifiée au Fonds d'aide aux actions collectives;

[11] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats;

[12] **APRÈS EXAMEN**, il y a lieu de faire droit à la demande des Demandeurs;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

- [13] **ACCUEILLE** la demande;
- [14] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente G.S. Electech, jointe en Annexe A au présent jugement, s'appliquent et sont incorporées au présent jugement;
- [15] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente G.S. Electech, le présent jugement prévaudra;
- [16] **AUTORISE** l'exercice de l'action collective contre les Défenderesses qui règlent seulement et pour les seules fins de l'Entente G.S. Electech;
- [17] **ORDONNE** qu'aux fins de règlement, le Groupe du Québec soit défini ainsi :  
« Toute (i) personne au Québec, de même que toute (ii) personne morale de droit privé, toute société ou toute association, qui comptait sous sa direction ou son contrôle au plus 50 personnes liées à elle par contrat de travail entre le 30 avril 2011 et le 30 avril 2012 qui, au cours de la Période visée par l'action collective, (a) a acheté, directement ou indirectement, une gaine de fils électriques; et/ou (b) a acheté ou loué, directement ou indirectement, un véhicule automobile neuf ou usagé équipé d'une gaine de fils électriques; et/ou (c) a acheté pour l'importation au Canada, un véhicule automobile neuf ou usagé équipé d'une gaine de fils électriques, à l'exception des personnes exclues. »
- [18] **ATTRIBUE** aux demandeurs, Serge Asselin et Gaëtan Roy, pour les fins d'approbation de l'Entente G.S. Electech, le statut de représentants des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec;
- [19] **IDENTIFIE**, pour les seules fins de l'Entente G.S. Electech, la question commune dans le recours du Québec comme étant la suivante :  
Est-ce que les Défenderesses qui règlent ont comploté pour truquer les offres et fixer, maintenir, augmenter ou contrôler les prix des Gaines de fils électriques au Canada ou ailleurs, au cours de la Période visée par le recours? Le cas échéant, est-ce que les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec ont subi des dommages?
- [20] **DÉCLARE** que l'approbation de l'Entente G.S. Electech et le présent jugement, incluant l'autorisation d'exercer une action collective pour fins de règlement contre les Défenderesses qui règlent, la définition du Groupe visé par le Règlement au Québec et la question commune, ainsi que tout motif donné par le Tribunal en lien avec l'approbation de l'Entente G.S. Electech et le présent jugement, n'affectent en rien les droits et les moyens de défense des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech dans le cadre du présent Recours et, sans limiter la généralité de ce qui

précède, ne sauront en aucun cas servir de fondement aux fins d'établir la compétence du Tribunal, les critères d'autorisation (incluant la définition du Groupe) ou l'existence des éléments constitutifs du droit d'action allégué dans la demande d'autorisation d'exercer une action collective au Québec, à l'encontre des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech;

[21] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente G.S. Electech, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

[22] **DÉCLARE** que l'Entente G.S. Electech est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[23] **APPROUVE** l'Entente G.S. Electech conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[24] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec doit consentir et sera réputé avoir consenti irrévocablement au rejet de toutes Autres Actions commencées contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[25] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, toute Autre Action débutée au Québec par un Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, doit être et est, par le présent jugement, rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[26] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale aux Parties Quittancées eu égard aux Réclamations Quittancées;

[27] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra, maintenant ou dans le futur, intenter, continuer, maintenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre personne, toute action, procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée, ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou tout autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée, à l'exception de ce qui suit :

- a) la continuation des Procédures, contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech ou tout autre partie non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée; ou
- b) si les Procédures ne sont pas autorisées comme action collective, la continuation des actions sur une base individuelle ou autrement contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech ou toute autre partie non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[28] **DÉCLARE** que, par l'Entente G.S. Electech, les Demandeurs et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité envers les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech, eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[29] **DÉCLARE** que les Demandeurs et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec ne pourront dorénavant réclamer et obtenir que les dommages, y incluant les dommages punitifs, les intérêts et les frais (y compris les frais d'enquête prévus à l'article 36 de la *Loi sur la concurrence*), attribuables aux agissements et aux ventes des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech;

[30] **DÉCLARE** que tout appel en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées, ou se rapportant aux Réclamations Quittancées sera irrecevable et non avenu dans le cadre des Procédures;

[31] **DÉCLARE** que le droit des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech d'interroger les Défenderesses qui règlent sera régi par les règles du *Code de procédure civile* et que les Défenderesses qui règlent conservent tous leurs droits de s'opposer à de tels interrogatoires en vertu du *Code de procédure civile*, le cas échéant. En outre, rien dans le présent jugement n'empêche une Défenderesse qui règle de demander une ordonnance de protection visant à préserver la confidentialité et la protection des renseignements exclusifs concernant les documents à produire et/ou les renseignements obtenus lors d'un interrogatoire. Nonobstant toute disposition du présent jugement, sur toute demande présentée en vertu de ce paragraphe, le Tribunal pourra rendre les ordonnances au sujet des frais de justice et autres modalités qu'il jugera appropriées;

[32] **DÉCLARE** que les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech pourront valablement notifier toute procédure pouvant être requise pour faire valoir leurs droits découlant des paragraphes qui précèdent aux Défenderesses qui règlent, en notifiant telle procédure à l'avocat *ad litem* de cette partie, tel qu'il est identifié dans le présent jugement;

[33] **DÉCLARE** que cette Cour conservera un rôle de surveillance continue, aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente G.S. Electech et **CONSTATE** que les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence de cette Cour pour les fins d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente G.S. Electech et du présent jugement, et sujet aux termes et conditions prévues dans l'Entente G.S. Electech et le présent jugement;

[34] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est autrement spécifié, le présent jugement n'affecte en rien les droits ou les réclamations qu'ont ou pourraient avoir les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech ou toute autre partie désignée ou non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[35] **DÉCLARE** que les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente G.S. Electech, y compris dans la gestion, le placement ou la distribution du Montant de l'Entente G.S. Electech;

[36] **ORDONNE** que toute somme composant le Montant de l'Entente G.S. Electech soit détenue dans le compte en fidéicommiss de Siskinds LLP pour le bénéfice des Membres du Groupe visé par le Règlement et qu'après la Date d'entrée en vigueur de l'Entente, le Montant de l'Entente puisse être utilisé afin de payer les déboursés encourus par les Avocats du Groupe dans la poursuite des Procédures contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente. Ce paragraphe ne doit pas être interprété comme affectant les droits des Demandeurs et des Membres du Groupe visé par le Règlement de réclamer ces déboursés des Avocats du Groupe dans le contexte d'une éventuelle condamnation aux frais de justice en leur faveur contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech ou les droits des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente G.S. Electech de s'opposer à une telle réclamation;

[37] **CONSTATE** que l'Entente G.S. Electech prévoit que son approbation est conditionnelle à l'approbation par le tribunal de la Colombie-Britannique, et que les termes du présent jugement n'auront aucune force exécutoire à moins que, et jusqu'à ce que, d'un semblable jugement soit rendu en Colombie-Britannique, et que les recours de la Colombie-Britannique soient déclarés rejetés contre les Défenderesses qui règlent, sans frais et sans réserve;

[38] **ORDONNE** que si de tels jugements n'est pas rendu en Colombie-Britannique, le présent jugement sera nul et non avenue et sans préjudice aux droits des Parties de poursuivre l'action, auquel cas, toute entente intervenue entre les Parties incorporée au présent jugement sera réputée avoir été faite sans préjudice;

[39] **DÉCLARE** que, dans l'éventualité où l'Entente G.S. Electech est résiliée conformément à ses termes, le présent jugement doit être déclaré nul et sans effet, sur présentation d'une demande et après avis;

[40] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, par le présent jugement, le Recours du Québec est réglé hors Cour contre les Défenderesses qui règlent;

[41] **LE TOUT**, sans frais de justice.



**CLÉMENT SAMSON, j.c.s.**

Siskinds, Desmeules, Avocats, Casier #15  
Me Barbara Ann Cain  
43, rue de Buade, bureau 320  
Québec (Québec) G1R 4A2  
Avocats des Demandeurs

Société d'avocats Torys s.e.n.c.r.l.  
Me Geneviève Bertrand  
Me Sylvie Rodrigue  
1, Place Ville Marie, bureau 2880

Montréal (Québec) H3B 4R4  
Avocats de Leoni AG, Leoni Wiring Systems, Inc., Leonische Holdings, Inc., Leoni Wire, Inc. et Leoni Elocab, Ltd.

McMillan s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Me Andrei Pascu  
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2700  
Montréal (Québec) H3A 3G4  
Avocats de Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. et Sews Canada, Ltd.

Stikeman Elliot s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Me Yves Martineau  
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 41<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 3V2  
Avocats de S-Y Systems Technologies Europe, GmbH

Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l.  
Me Pierre Y. Lefebvre  
Tour de la Bourse  
800, rue du Square-Victoria, bureau 3700, C.P. 242  
Montréal (Québec) H4Z 1E9  
Avocats de G.S. Electech, Inc., G.S.W. Manufacturing, Inc. et G.S. Wiring Systems, Inc.



200-06-000147-127

PAGE : 9

Fonds d'aide aux actions collectives  
Me Frikia Belogbi  
1, rue Notre-Dame Est, bureau 10.30  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Date d'audience : 20 décembre 2016

Annexe A : Entente G.S. Electech

**CANADIAN AUTOMOTIVE WIRE HARNESS SYSTEMS CLASS ACTIONS  
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of October 13, 2016

Between

**URLIN RENT A CAR LTD., FADY SAMAHA, DARREN EWERT,  
M. SERGE ASSELIN, and M. GAËTAN ROY**

(the "Plaintiffs")

---

and

**G.S. ELECTECH, INC., G.S.W. MANUFACTURING INC., and  
G.S. WIRING SYSTEMS INC.**

(the "Settling Defendants")

**CANADIAN AUTOMOTIVE WIRE HARNESS SYSTEMS CLASS ACTIONS  
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

**TABLE OF CONTENTS**

<b>RECITALS .....</b>	<b>1</b>
<b>SECTION 1 - DEFINITIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>SECTION 2 - SETTLEMENT APPROVAL .....</b>	<b>9</b>
2.1 Best Efforts .....	9
2.2 Motions Seeking Approval of Notice .....	9
2.3 Motions Seeking Certification or Authorization and Approval of the Settlement ..	9
2.4 Pre-Motion Confidentiality .....	10
<b>SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS.....</b>	<b>10</b>
3.1 Payment of Settlement Amount .....	10
3.2 Taxes and Interest .....	11
3.3 Intervention in the U.S. Litigation.....	12
<b>SECTION 4 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT .....</b>	<b>12</b>
4.1 Right of Termination.....	12
4.2 If Settlement Agreement is Terminated.....	13
4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination .....	14
4.4 Survival of Provisions After Termination.....	14
<b>SECTION 5 - RELEASES AND DISMISSALS .....</b>	<b>15</b>
5.1 Release of Releasees .....	15
5.2 Release by Releasees .....	15
5.3 Covenant Not To Sue.....	15
5.4 No Further Claims.....	15
5.5 Dismissal of the Proceedings .....	16
5.6 Dismissal of Other Actions.....	16
5.7 Material Term .....	16
<b>SECTION 6 - BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS.....</b>	<b>16</b>
6.1 Ontario and British Columbia Bar Order.....	16
6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order .....	20
6.3 Claims Against Other Entities Reserved.....	20
6.4 Material Term .....	20

<b>SECTION 7 - EFFECT OF SETTLEMENT .....</b>	<b>21</b>
7.1    No Admission of Liability .....	21
7.2    Agreement Not Evidence .....	21
7.3    No Further Litigation .....	21
<b>SECTION 8 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY .....</b>	<b>22</b>
<b>SECTION 9 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES .....</b>	<b>22</b>
9.1    Notices Required.....	22
9.2    Form and Distribution of Notices .....	23
<b>SECTION 10 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION .....</b>	<b>23</b>
10.1    Mechanics of Administration.....	23
<b>SECTION 11 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST .....</b>	<b>23</b>
11.1    Distribution Protocol.....	23
11.2    No Responsibility for Administration or Fees .....	23
<b>SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES.....</b>	<b>24</b>
<b>SECTION 13 - MISCELLANEOUS .....</b>	<b>24</b>
13.1    Motions for Directions.....	24
13.2    Releasees Have No Liability for Administration.....	25
13.3    Headings, etc.....	25
13.4    Computation of Time .....	25
13.5    Ongoing Jurisdiction.....	26
13.6    Governing Law .....	26
13.7    Entire Agreement.....	26
13.8    Amendments .....	27
13.9    Binding Effect.....	27
13.10    Counterparts.....	27
13.11    Negotiated Agreement .....	27
13.12    Language.....	27
13.13    Transaction.....	28
13.14    Recitals.....	28
13.15    Schedules .....	28
13.16    Acknowledgements.....	28
13.17    Authorized Signatures.....	29

<b>13.18</b>	Notice .....	29
<b>13.19</b>	Date of Execution .....	30

---

**CANADIAN AUTOMOTIVE WIRE HARNESS SYSTEMS CLASS ACTIONS  
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

**RECITALS**

A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiffs in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario;

B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy with other manufacturers of Automotive Wire Harness Systems to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of Automotive Wire Harness Systems sold in Canada and elsewhere as early as January 1, 1999 until at least March 1, 2010, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;

C. WHEREAS the putative Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt-out and three Persons validly and timely exercised the right to opt-out;

D. WHEREAS the Settling Defendants and Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or otherwise;

E. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

F. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Class in the Proceedings, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

G. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

H. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement relating to Canada;

I. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the classes they seek to represent, subject to approval of the Courts;

J. WHEREAS the Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the classes they seek to represent;

K. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, all of the Proceedings as against the Settling Defendants;

L. WHEREAS the Parties consent to certification or authorization of the Proceedings as class proceedings and to the Settlement Classes and a Common Issue in respect of each of the Proceedings solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Courts as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

M. WHEREAS the Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the classes they seek to represent and will seek to be appointed representative plaintiffs in their respective Proceedings; and

N. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Courts;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Action and BC Action be settled and dismissed as to the Settling Defendants only, and the Quebec Action be declared settled out of court as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the classes they seek to represent or the Settling Defendants, subject to the approval of the Courts, on the following terms and conditions:

### SECTION 1 - DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement only, including the recitals and schedules hereto:

(1) ***Administration Expenses*** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) ***Automotive Wire Harness Systems*** means, for the purpose of the definition of the settlement classes in Schedule A of this Settlement Agreement, electrical distribution systems used to direct and control electronic components, wiring, and circuit boards in an automotive vehicle. The term "Automotive Wire Harness Systems" as used herein includes the following: wire harnesses, automotive electrical wiring, lead wire assemblies, cable bond, automotive wiring connectors, automotive wiring terminals, high voltage wiring, electronic control units which were procured as part of an Automotive Wire Harness System, electrical boxes, fuse boxes, relay boxes, junction blocks, speed sensor wire assemblies, and power distributors. Automotive Wire Harness Systems includes new Automotive Wire Harness Systems as well as Automotive Wire Harness Systems purchased for repair or replacement.

(3) ***Automotive Vehicle*** means, for the purpose of the definition of the settlement classes in Schedule A of this Settlement Agreement, all automobiles, passenger cars, sports utility vehicles, vans, trucks, buses, and (without limitation) any other type of vehicle containing an Automotive Wire Harness System.



- (4) **BC Action** means the BC Action as defined in Schedule A.
- (5) **BC Counsel** means Camp Fiorante Matthews Mogerman.
- (6) **BC Court** means the Supreme Court of British Columbia.
- (7) **BC Plaintiff** means Darren Ewert.
- (8) **BC Settlement Class** means the settlement class in respect of the BC Action as defined in Schedule A.
- (9) **Class Counsel** means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.
- (10) **Class Counsel Disbursements** include the disbursements, administration expenses, and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.
- (11) **Class Counsel Fees** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec.
- (12) **Class Period** means January 1, 1999 to December 4, 2014.
- (13) **Common Issue** means: Did the Settling Defendants conspire to rig bids for and fix, raise, maintain or stabilize the prices of Automotive Wire Harness Systems in Canada and elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
- (14) **Counsel for the Settling Defendants** means Fasken Martineau DuMoulin LLP.
- (15) **Courts** means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.
- (16) **Date of Execution** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.

(17) **Defendants** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A, and any Persons added as defendants in the Proceedings in the future. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants.

(18) **Distribution Protocol** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Courts.

(19) **Effective Date** means the date when Final Orders have been received from all Courts approving this Settlement Agreement.

(20) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.

---

(21) **Final Order** means the later of a final judgment pronounced by a Court approving this Settlement Agreement in accordance with its terms, once the time to appeal such judgment has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or once there has been affirmation of the approval of this Settlement Agreement in accordance with its terms, upon a final disposition of all appeals.

(22) **Non-Settling Defendant** means any Defendant that is not a Settling Defendant or that has not entered into a settlement with the Plaintiffs in the Proceedings whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution, and includes any Defendant that terminates its own settlement agreement in accordance with its terms or whose settlement otherwise fails to take effect for any reason, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

(23) **Ontario Action** means the Ontario Action as defined in Schedule A.

(24) **Ontario Counsel** means Siskinds LLP and Sotos LLP.

(25) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.

(26) **Ontario Plaintiffs** means Urlin Rent A Car Ltd. and Fady Samaha.

(27) ***Ontario Settlement Class*** means the settlement class in respect of the Ontario Action as defined in Schedule A.

(28) ***Other Actions*** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.

(29) ***Parties*** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.

(30) ***Person*** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.

---

(31) ***Plaintiffs*** means the individuals and entities named as plaintiffs in the Proceedings as set out in Schedule A.

(32) ***Proceedings*** means the BC Action, the Quebec Action, the Ontario Action, and the Second Ontario Action as defined in Schedule A.

(33) ***Proportionate Liability*** means the proportion of any judgment that, had the Settling Defendants not settled, the Ontario Court or BC Court, as appropriate, would have apportioned to the Releasees.

(34) ***Quebec Action*** means the Quebec Action as defined in Schedule A.

(35) ***Quebec Counsel*** means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.

(36) ***Quebec Court*** means the Superior Court of Quebec.

(37) ***Quebec Plaintiffs*** means M. Serge Asselin and M. Gaëtan Roy.

(38) ***Quebec Settlement Class*** means the settlement class in respect of the Quebec Action as defined in Schedule A.

(39) **Released Claims** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, and liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasors ever had, now have or hereafter can, shall or may have, relating in any way to any conduct related to, arising from, or described in the Proceedings during the Class Period on account of, arising out of, resulting from, or related to in any respect the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, offering, marketing or distributing of Automotive Wire Harness Systems or relating to any conduct alleged (or which was previously or could have been alleged) in the Proceedings including, without limitation, any such claims which have been asserted or could have been asserted, directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, in respect of the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing or distributing of Automotive Wire Harness Systems, including, without limitation, any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the date hereof in respect of any agreement, combination or conduct that occurred during the Class Period. However, the Released Claims do not include (1) claims based on negligence, personal injury, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, or breach of product warranty, or breach of contract claims or similar claim between the Parties that relates to Automotive Wire Harness Systems but does not relate to alleged anti-competitive conduct; (2) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of Automotive Wire Harness Systems outside of Canada; (3) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of Automotive Wire Harness Systems outside of Canada; or (4) claims concerning any automotive part other than Automotive Wire Harness Systems where such claims do not concern Automotive Wire Harness Systems.

(40) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of

the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing, excluding always the Non-Settling Defendants.

(41) **Releasors** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members and their respective parents, subsidiaries, affiliates, predecessors, successors, heirs, executors, administrators, insurers and assigns.

(42) **Second Ontario Action** means the Second Ontario Action as defined in Schedule A.

(43) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.

(44) **Settlement Amount** means CDN\$120,000.

---

(45) **Settlement Class** means, in respect of each Proceeding, the settlement class defined in Schedule A.

(46) **Settlement Class Member** means a member of a Settlement Class.

(47) **Settling Defendants** means G.S. Electech, Inc., G.S.W. Manufacturing Inc., and G.S. Wiring Systems Inc.

(48) **Trust Account** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, S.C. 1991, c. 46) held at a Canadian financial institution under the control of Siskinds LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members, as provided for in this Settlement Agreement.

(49) **U.S. Litigation** means the consolidated class action proceedings, in which the Settling Defendants are named as parties, currently pending in the United States District Court for the Eastern District of Michigan, South Division, including the actions under the captions *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00101 (MOB), *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00102 (MOB), *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00103 (MOB), and

includes all class actions transferred by the Judicial Panel for Multidistrict Litigation for coordination, all class actions pending such transfer, all class actions that may be transferred in the future and all class proceedings alleging price-fixing of automotive wire harnesses, to the extent that the Settling Defendants are named as parties.

## **SECTION 2- SETTLEMENT APPROVAL**

### **2.1 Best Efforts**

(1) The Parties shall use their best efforts to implement this settlement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Ontario Action and the BC Action as against the Settling Defendants in the Ontario Action and the BC Action and a declaration of settlement out of court of the Quebec Action as against the Settling Defendants in the Quebec Action.

### **2.2 Motions Seeking Approval of Notice**

(1) The Plaintiffs shall file motions before the Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 9.1(1). The Plaintiffs will file the aforementioned motions before the BC Court and Quebec Court no later than thirty (30) days after the Ontario Court has granted an order approving the notices described in Section 9.1(1).

(2) The Ontario order approving the notices described in Section 9.1(1) shall be substantially in the form attached as Schedule B. The BC and Quebec orders approving the notices described in Section 9.1(1) shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order attached as Schedule B.

### **2.3 Motions Seeking Certification or Authorization and Approval of the Settlement**

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file motions before the Courts for orders certifying or authorizing the Settlement Class and approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and
- (b) the notices described in Section 9.1(1) have been published.

(2) The Ontario order seeking certification and approval of this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule C. The BC and Quebec orders seeking certification or authorization and approval of this Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

(3) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking certification or authorization and approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

(4) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

#### **2.4 Pre-Motion Confidentiality**

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2 is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as required for the purposes of financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), as necessary to give effect to its terms, or as otherwise required by law.

### **SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS**

#### **3.1 Payment of Settlement Amount**

(1) Within sixty (60) days of the Date of Execution, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP, for deposit into the Trust Account.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. Prior to the Settlement Amount becoming due, Siskinds LLP will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfers: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.

(3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.

- (4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including interest and costs.
- (5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement or the Proceedings.
- (6) Siskinds LLP shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.
- (7) Siskinds LLP shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Courts obtained after notice to the Parties.

### **3.2 Taxes and Interest**

- (1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.
- (2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Siskinds LLP shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.
- (3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Siskinds LLP.



### **3.3 Intervention in the U.S. Litigation**

(1) The Settling Defendants and other Releasees shall not oppose any application that may be brought by or on behalf of the Plaintiffs to intervene in the U.S. Litigation in order to gain access to discovery documents and other documents and information subject to a protective order that are relevant to the Proceedings and is not otherwise inconsistent with the terms of this Settlement Agreement. However it is understood and agreed that neither the Settling Defendants nor the other Releasees have any obligation to bring or otherwise participate in such an application.

## **SECTION 4 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT**

### **4.1 Right of Termination**

(1) In the event that:

- (a) any Court declines to certify or authorize the Proceedings for the purposes of the Settlement Agreement;
- (b) any Court declines to dismiss or declare settled out of court the Proceedings against the Settling Defendants;
- (c) any Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part hereof;
- (d) any Court approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
- (e) any Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule C; or
- (f) any orders approving this Settlement Agreement made by the Ontario Court, the BC Court or the Quebec Court do not become Final Orders;

the Plaintiffs and Settling Defendants shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.18, within thirty (30) days following an event described above.

(2) Except as provided for in Section 4.4, if the Settlement Agreement is terminated, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the terminating Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation.

(3) Any order, ruling or determination made by any Court with respect to:

- (a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements; or
- (b) the Distribution Protocol,

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

#### **4.2 If Settlement Agreement is Terminated**

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify or authorize any of the Proceedings as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;
- (b) any order certifying or authorizing a Proceeding as a class proceeding on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and anyone shall be estopped from asserting otherwise;
- (c) any prior certification or authorization of a Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Class and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings or any other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived

from such documents or other materials received from the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants to any other Person, shall recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel to the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 4.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.

#### **4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination**

(1) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Siskinds LLP shall, within thirty (30) days of the written notice pursuant to Section 4.1, return to the Settling Defendants the amount they have paid to Siskinds LLP, plus all accrued interest thereon and less any costs incurred with respect to notices required by Section 9.1(1), and less any costs of translations required by Section 13.12.

#### **4.4 Survival of Provisions After Termination**

(1) If this Settlement Agreement is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.1(7), 3.2(3), 4.1(2), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2 and 9.1(3), and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.1(7), 3.2(3), 4.1(2), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2 and 9.1(3) within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

## **SECTION 5 - RELEASES AND DISMISSALS**

### **5.1 Release of Releasees**

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 5.3, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasors forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

### **5.2 Release by Releasees**

(1) Upon the Effective Date, each Releasee forever and absolutely releases each of the other Releasees from any and all claims for contribution or indemnity with respect to the Released Claims.

### **5.3 Covenant Not To Sue**

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 5.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasors do not release the Releasees but instead covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

### **5.4 No Further Claims**

(1) Upon the Effective Date, the Releasors shall not now or hereafter institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity or other claims over relief from any Releasee, in respect of any Released Claim, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. For greater

certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasors shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

### **5.5 Dismissal of the Proceedings**

(1) Upon the Effective Date, the Ontario Action and BC Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

(2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

### **5.6 Dismissal of Other Actions**

(1) Upon the Effective Date, each member of the Settlement Class shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees.

(2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced by any Settlement Class Member shall be dismissed against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.

### **5.7 Material Term**

(1) The releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

## **SECTION 6 - BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS**

### **6.1 Ontario and British Columbia Bar Order**

(1) Class Counsel shall obtain bar orders from the Ontario Court and the BC Court providing for the following:

- (a) to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings, or

otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);

- (b) if the Ontario Court or BC Court, as applicable, ultimately determines that there is a right of contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise:
  - (i) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;
  - (ii) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include, and shall be entitled to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, only such claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a

Releasee to the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario and BC Settlement Class Members shall be entitled to claim and recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, to the extent provided by law; and

- (iii) the Ontario and BC Courts shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the relevant Proceeding, whether or not the Releasees remain in the relevant Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding;
- (c) after the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, a Non-Settling Defendant may, on motion to the Ontario Court or the BC Court, as appropriate, seek Orders for the following, which orders shall be determined as if the Settling Defendants remained parties to the relevant Proceeding:
- (i) documentary discovery and an affidavit of documents (list of documents in British Columbia) from the Settling Defendants in accordance with that Court's rules of procedure;
  - (ii) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, the transcript of which may be read in at trial;

- (iii) leave to serve a request to admit (notice to admit in British Columbia) on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or
  - (iv) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
- (d) the Settling Defendants retain all rights to oppose any motion brought pursuant to Section 6.1(1)(c), including any such motion brought at trial seeking an order requiring the Settling Defendants to produce a representative to testify at trial. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with Section 6.1(1)(c);
- (e) on any motion brought pursuant to Section 6.1(1)(c), the Court may make such Orders as to costs and other terms as it considers appropriate;
- (f) to the extent that such an order is granted and discovery is provided to a Non-Settling Defendant, a copy of all discovery provided, whether oral or documentary in nature, shall be provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel within ten (10) days of such discovery being provided to a Non-Settling Defendant;
- (g) the Ontario and BC Courts will retain an ongoing supervisory role over the discovery process and the Settling Defendants will attorn to the jurisdiction of the Ontario and BC Courts for these purposes; and
- (h) a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in Section 6.1(1)(c) on the Settling Defendants by service on Counsel for the Settling Defendants in the relevant Proceedings.



## **6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order**

(1) A waiver or renunciation of solidarity shall be granted by the Quebec Court providing for the following:

- (a) the Quebec Plaintiffs and the Settlement Class Members in the Quebec Action expressly waive and renounce the benefit of solidarity against the Non-Settling Defendants with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees;
- (b) the Quebec Plaintiffs and the Settlement Class Members in the Quebec Action shall henceforth only be able to claim and recover damages, including punitive damages, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) attributable to the conduct of the Non-Settling Defendants, the sales by the Non-Settling Defendants, and/or other applicable measure of proportionate liability of the Non-Settling Defendants;
- (c) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action; and
- (d) the ability of Non-Settling Defendants to seek discovery from the Settling Defendants shall be determined according to the provisions of the *Code of Civil Procedure*, and the Settling Defendants shall retain and reserve all of their rights to oppose such discovery under the *Code of Civil Procedure*.

## **6.3 Claims Against Other Entities Reserved**

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasers against any Person other than the Releasees.

## **6.4 Material Term**

(1) The Parties acknowledge that the bar orders and reservations of rights contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the bar orders and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

## **SECTION 7 - EFFECT OF SETTLEMENT**

### **7.1 No Admission of Liability**

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

### **7.2 Agreement Not Evidence**

(1) The Parties agree that, whether or not it is terminated, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

### **7.3 No Further Litigation**

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the Released Claims, except in relation to the continued prosecution of the Proceedings against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. Moreover, these Persons may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or

the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information is otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court.

(2) Section 7.3(1) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the Code of Professional Conduct for British Columbia.

#### **SECTION 8 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY**

(1) The Parties agree that the Proceedings shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Courts.

(2) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification or authorization of the Proceedings as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(3) The Parties agree that the certification or authorization of the Proceedings as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement Agreement, shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against the Non-Settling Defendants, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

#### **SECTION 9 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES**

##### **9.1 Notices Required**

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of (i) hearings at which the Courts will be asked to certify or authorize the Proceedings as class proceedings and approve the Settlement Agreement; and (ii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees.

(2) The proposed Settlement Classes shall also be given a notice of approval of the Settlement Agreement.

(3) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

## **9.2 Form and Distribution of Notices**

- (1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Courts.
- (2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Courts.

## **SECTION 10 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION**

### **10.1 Mechanics of Administration**

- (1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Courts on motions brought by Class Counsel.

## **SECTION 11- DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST**

### **11.1 Distribution Protocol**

- (1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.
- (2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

### **11.2 No Responsibility for Administration or Fees**

- (1) The Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the investment, distribution or administration of monies in

the Trust Account including, but not limited to, Administration Expenses and Class Counsel Fees.

## **SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES**

- (1) The Settling Defendants shall not be liable for any fees, disbursements or taxes of any of Class Counsel's, the Plaintiffs' or Settlement Class Members' respective lawyers, experts, advisors, agents, or representatives.
- (2) Subject to Section 4.3(1), Siskinds LLP shall pay the costs of the notices required by Section 9 and any costs of translation required by Section 13.12 from the Trust Account, as they become due. The Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.
- (3) Class Counsel may seek the Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Settlement Fund after the Effective Date. No Class Counsel Fees shall be paid from the Settlement Fund prior to the Effective Date.
- (4) Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date.
- (5) The Settling Defendants shall not be liable for any fees, disbursements or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux recours collectifs in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

## **SECTION 13 - MISCELLANEOUS**

### **13.1 Motions for Directions**

- (1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario Court and/or such other Courts as may be required by the Courts for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order

otherwise, motions for directions that do not relate specifically to the matters affecting the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

- (2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties.

### **13.2 Releasees Have No Liability for Administration**

- (1) The Releasees have no responsibility for and no liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement.

### **13.3 Headings, etc.**

- (1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms "this Settlement Agreement," "hereof," "hereunder," "herein," and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

### **13.4 Computation of Time**

- (1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as "holiday" is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

### **13.5 Ongoing Jurisdiction**

- (1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, the Parties and the Class Counsel Fees in that Proceeding.
- (2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.
- (3) Notwithstanding Section 13.5(1) and 13.5(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

### **13.6 Governing Law**

- (1) Subject to Section 13.6(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario.
- (2) Notwithstanding Section 13.6(1), for matters relating specifically to the BC or Quebec Action, the BC or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction.

### **13.7 Entire Agreement**

- (1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

### **13.8 Amendments**

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all the Parties, and any such modification or amendment must be approved by the Courts with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

### **13.9 Binding Effect**

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

### **13.10 Counterparts**

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

### **13.11 Negotiated Agreement**

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

### **13.12 Language**

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by the Courts, Class Counsel and/or a translation firm selected by



Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

### **13.13 Transaction**

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

### **13.14 Recitals**

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

### **13.15 Schedules**

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

### **13.16 Acknowledgements**

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
- (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
- (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
- (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

### **13.17 Authorized Signatures**

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

### **13.18 Notice**

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another, such notice, communication or document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

#### **For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:**

Charles M. Wright and Linda Visser  
**SISKINDS LLP**

Barristers and Solicitors  
680 Waterloo Street  
London, ON N6A 3V8  
Tel: 519.672.2121  
Fax: 519.672.6065  
Email: charles.wright@siskinds.com  
linda.visser@siskinds.com

Sharon Matthews, Q.C. and David Jones  
**CAMP FIORANTE MATTHEWS  
MOGERMAN**  
4th Floor, 856 Homer St.  
Vancouver, BC V6B 2W5  
Tel: 604.689.7555  
Fax: 604.689.7554  
Email: smatthews@cfmlawyers.ca  
djones@cfmlawyers.ca

David Sterns and Jean-Marc Leclerc  
**SOTOS LLP**

Barristers and Solicitors  
180 Dundas Street West, Suite 1250  
Toronto, ON M5G 1Z8  
Tel: 416.977.0007  
Fax: 416.977.0717  
Email: dsterns@sotosllp.com  
jleclerc@sotosllp.com

Caroline Perrault and Barbara Ann Cain  
**SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.**  
Les promenades du Vieux-Quebec  
43 rue Buade, bureau 320  
Quebec City, QC G1R 4A2  
Tel: 418.694.2009  
Fax: 418.694.0281  
Email:  
caroline.perrault@siskindsdesmeules.com  
barbaraann.cain@siskindsdesmeules.com

**For the Settling Defendants:**

Paul J. Martin and Laura Cooper  
FASKEN MARTINEAU DuMOULIN LLP  
Suite 2400  
333 Bay Street  
Toronto, ON M5H 2T6  
Tel: 416-366-8381  
Fax: 416-364-7813  
Email: pmartin@fasken.com  
lcooper@fasken.com

**13.19 Date of Execution**

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

**URLIN RENT A CAR LTD.** and **FADY SAMAHA** on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Charles Wray

Signature of Authorized Signatory:

Charles Wray  
Siskinds LLP  
Ontario Counsel

**DARREN EWERT** on his own behalf and on behalf of the British Columbia Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory:

Charles Wray

Signature of Authorized Signatory:

Camp Fiorante Matthews Mogerman  
Camp Fiorante Matthews Mogerman  
BC Counsel

**M. SERGE ASSELIN and M. GAËTAN ROY**, on their own behalf and on behalf of the  
Quebec Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Charles Wyll

Signature of Authorized Signatory:

Charles Wyll  
Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.  
Quebec Counsel

**G.S. ELECTECH, INC., G.S.W. MANUFACTURING INC., and G.S. WIRING SYSTEMS  
INC.**, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

PAUL J. MARTIN

Signature of Authorized Signatory:

Paul Martin  
Fasken Martineau DuMoulin LLP

## SCHEDULE "A"

### Proceedings

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
<b>Ontario Action</b>				
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-12-446737-00CP	Siskinds LLP and Sotos LLP	Urlin Rent A Car Ltd. and Fady Samaha	Furukawa Electric Co., Ltd.; American Furukawa Inc.; Fujikura Ltd.; Fujikura America Inc.; Fujikura Automotive America LLC; Leoni AG; Leoni Kabel GmbH; Leoni Wiring Systems, Inc.; Leonische Holding, Inc.; Leoni Wire Inc.; Leoni Elocab Ltd.; Leoni Bordnetz-Systeme GmbH; Sumitomo Electric Industries, Ltd.; SEWS Canada Ltd.; Sumitomo Wiring Systems, Ltd.; Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc.; Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc.; Yazaki Corporation; Yazaki North America, Inc.; S-Y Systems Technologies Europe GmbH; G.S. Electech, Inc.; G.S.W. Manufacturing, Inc.; and G.S. Wiring Systems Inc.	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Automotive Wire Harness System; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System.  Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class and the BC Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
<b>Second Ontario Action</b>				
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-15-519208-00CP	Siskinds LLP and Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd. and Fady Samaha	Chiyoda Mfg. Co., Ltd.; Chiyoda USA Corporation; and Asti Corporation	Not applicable.

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
<b>BC Action</b>				
British Columbia Supreme Court File No. S-132353 (Vancouver Registry)	Camp Fiorante Matthews Mogerman	Darren Ewert	Denso Corp.; Denso International America Inc.; Techma Corporation; Denso Manufacturing Canada, Inc.; Denso Sales Canada, Inc.; Fujikura Ltd.; Fujikura America, Inc.; Furukawa Electric Co., Ltd.; American Furukawa, Inc.; Lear Corp.; Kyungshin-Lear Sales and Engineering, LLC; Leoni AG; Leoni Wiring Systems, Inc.; Leonische Holding, Inc.; Leoni Kabel GmbH; Leoni Wire Inc.; Leoni Elocab Ltd.; Sumitomo Electric Industries, Ltd.; Sumitomo Wiring Systems, Ltd.; Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc.; K&S Wiring Systems, Inc.; Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.) Inc.; Sumitomo Electric Wintec America, Inc.; S-Y Systems Technologies Europe GmbH; Yazaki Corporation; Yazaki North America, Inc.; G.S. Electech, Inc.; G.S. Wiring Systems Inc.; G.S.W. Manufacturing, Inc.	All Persons in British Columbia who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Automotive Wire Harness System; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System; and/or (c) purchased, for import into Canada, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System. Excluded Persons are excluded from the BC Settlement Class.
<b>Quebec Action</b>				
Superior Court of Quebec (district of Québec), File No. 200-06-000147-127	Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.	M. Serge Asselin and M. Gaëtan Roy	Furukawa Electric Co., Ltd.; American Furukawa, Inc.; Leoni AG; Leoni Kabel GmbH; Leoni Wiring Systems, Inc.; Leonische Holding, Inc.; Leoni Wire, Inc.; Leoni Elocab, Ltd.; Leoni Bordnetz-Systeme GmbH; Sumitomo Electric Industries, Ltd.; Sumitomo Wiring Systems, Ltd.; Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc.; Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc.; SEWS Canada, Ltd.; S-Y Systems Technologies Europe, GmbH; Yazaki Corporation; Yazaki North America, Inc.; Fujikura, Ltd.; Fujikura America, Inc.; Fujikura Automotive America LLC; Techma Corporation; G.S. Electech, Inc.; G.S.W. Manufacturing, Inc.; G.S. Wiring Systems Inc.	All (i) individuals in Quebec and (ii) legal Persons resident in Quebec established for a private interest, partnership or association which had under its direction or control no more than 50 Persons bound to it by a contract of employment between April 30, 2011 and April 30, 2012 who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Automotive Wire Harness System; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System. Excluded Persons are excluded from the Quebec Settlement Class.

**SCHEDULE "B"**

Court File No. CV-12-446737-00CP

**ONTARIO  
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE ) \_\_\_\_\_, THE \_\_\_\_\_ DAY  
JUSTICE BELOBABA ) OF \_\_\_\_\_, 2016

BETWEEN:

**URLIN RENT A CAR LTD. and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

**FURUKAWA ELECTRIC CO. LTD., AMERICAN FURUKAWA INC., FUJIKURA LTD., FUJIKURA AMERICA INC., FUJIKURA AUTOMOTIVE AMERICA LLC, LEONI AG, LEONI KABEL GMBH, LEONI WIRING SYSTEMS, INC., LEONISCHE HOLDING, INC., LEONI WIRE INC., LEONI ELOCAB LTD., LEONI BORDNETZ-SYSTEME GMBH, SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC., SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC., YAZAKI CORPORATION, YAZAKI NORTH AMERICA, INC., S-Y SYSTEMS TECHNOLOGIES EUROPE GMBH, G.S. ELECTECH, INC., G.S.W. MANUFACTURING, INC., and G.S. WIRING SYSTEMS INC.**

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

**ORDER**

**THIS MOTION** made by the Plaintiffs for an Order approving the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearings and the method of dissemination of said notices, was heard this day at the Courthouse, 330 University Avenue, Toronto, Ontario.

**ON READING** the materials filed, including the settlement agreement with G.S. Electech, Inc., G.S.W. Manufacturing Inc., and G.S. Wiring Systems Inc. (collectively the "Settling Defendants") dated as of ●, 2016 attached to this Order as Schedule "A" (the "Settlement Agreement"), and on hearing the submissions of counsel for the Plaintiffs, Counsel for the Settling Defendants, and counsel for the Non-Settling Defendants in the Ontario Action;

**AND ON BEING ADVISED** that the Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that for the purposes of this Order, except to the extent that they are modified in this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearing are hereby approved substantially in the forms attached respectively hereto as Schedules “B” to “D”.
3. **THIS COURT ORDERS** that the plan of dissemination for the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearing (the “Plan of Dissemination”) is hereby approved in the form attached hereto as Schedule “E” and that the notices of settlement approval hearing shall be disseminated in accordance with the Plan of Dissemination.
4. **THIS COURT ORDERS** that this Order is contingent upon parallel orders being made by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the BC Court and the Quebec Court.

---

The Honourable Justice Belobaba



**SCHEDULE "C"**

Court File No. CV-12-446737-00CP

**ONTARIO  
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE ) \_\_\_\_\_, THE \_\_\_\_\_ DAY  
JUSTICE BELOBABA ) OF \_\_\_\_\_, 2016

BETWEEN:

**URLIN RENT A CAR LTD. and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

**FURUKAWA ELECTRIC CO. LTD., AMERICAN FURUKAWA INC., FUJIKURA LTD., FUJIKURA AMERICA INC., FUJIKURA AUTOMOTIVE AMERICA LLC, LEONI AG, LEONI KABEL GMBH, LEONI WIRING SYSTEMS, INC., LEONISCHE HOLDING, INC., LEONI WIRE INC., LEONI ELOCAB LTD., LEONI BORDNETZ-SYSTEME GMBH, SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC., SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC., YAZAKI CORPORATION, YAZAKI NORTH AMERICA, INC., S-Y SYSTEMS TECHNOLOGIES EUROPE GMBH, G.S. ELECTECH, INC., G.S.W. MANUFACTURING, INC., and G.S. WIRING SYSTEMS INC.**

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

**ORDER**

**THIS MOTION** made by the Plaintiffs for an Order certifying this proceeding as a class proceeding for settlement purposes as against G.S. Electech, Inc., G.S.W. Manufacturing Inc., and G.S. Wiring Systems Inc. (collectively the "Settling Defendants") and approving the settlement agreement entered into with the Settling Defendants and dismissing this action as against the Settling Defendants, was heard this day at 330 University Avenue, Toronto, Ontario.

**AND ON READING** the materials filed, including the settlement agreement dated ● attached to this Order as Schedule "A" (the "Settlement Agreement"), and on hearing the submissions of counsel for the Plaintiffs, counsel for the Settling Defendants and counsel for the Non-Settling Defendants in the Ontario Action;

**AND ON BEING ADVISED** that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● written objections to the Settlement Agreement;

**AND ON BEING ADVISED** that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and there were three Persons who validly and timely exercised the right to opt-out;

**AND ON BEING ADVISED** that the Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.
4. **THIS COURT ORDERS** that the "Ontario Settlement Class" is certified as follows:

All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Automotive Wire Harness System; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used automotive vehicle containing an Automotive Wire Harness System. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class and the BC Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
5. **THIS COURT ORDERS** that Urlin Rent A Car Ltd. and Fady Samaha are appointed as the representative plaintiffs for the Ontario Settlement Class.
6. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to the Ontario Settlement Class:

Did the Settling Defendants conspire to rig bids for and fix, maintain, increase or control the prices of Automotive Wire Harness Systems in Canada and elsewhere during the Class

Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?

7. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement and paragraphs 1 and 3-6 of this Order, including the certification of the Ontario Action as against the Settling Defendants for settlement purposes and the definition of Ontario Settlement Class and Common Issue, and any reasons given by the Court in connection with the approval of the Settlement Agreement (except any reasons given in connection with paragraphs 17-22) or paragraphs 1 and 3-6 of this Order, are without prejudice to the rights and defences of the Non-Settling Defendants in connection with the ongoing Ontario Action and, without restricting the generality of the foregoing, may not be relied on by any person to establish jurisdiction, the criteria for certification (including class definition) or the existence or elements of the causes of action asserted in the Ontario Action, as against the Non-Settling Defendants.
8. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon each member of the Ontario Settlement Class including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Action.
9. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Ontario Settlement Class.
10. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall consent and shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions he, she or it has commenced, without costs and with prejudice.
12. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Ontario Settlement Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.

13. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, subject to paragraph 15, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.
14. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, the Releasors shall not now or hereafter institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity or other claims over relief from any Releasee, in respect of any Released Claim except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee.
15. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms “Releasors” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by those members of the Ontario Settlement Class who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.
16. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.
17. **THIS COURT ORDERS** that, to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this

Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);

18. **THIS COURT ORDERS** that, if this Court ultimately determines that there is a right of contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise:

(a) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

(b) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include, and shall be entitled to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, only such claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario Settlement Class Members shall be entitled to claim and recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, to the extent provided by law; and

(c) this Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the Ontario Action, whether or not the Releasees remain in the Ontario Action or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the

Releasees are parties to the Ontario Action and any determination by this Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the Ontario Action and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.

19. **THIS COURT ORDERS** that if, in the absence of paragraph 17 hereof, the Non-Settling Defendants would not have the right to make claims for contribution and indemnity or other claims over, whether in equity or in law, by statute or otherwise, from or against the Releasees, then nothing in this Order is intended to or shall limit, restrict or affect any arguments which the Non-Settling Defendants may make regarding the reduction of any assessment of damages, restitutionary award, disgorgement of profits or judgment against them in favour of members of the Ontario Settlement Class in the Ontario Action.
20. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may, on motion to this Court determined as if the Settling Defendants remained parties to the Ontario Action, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, and not to be brought unless and until the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek Orders for the following:
  - (a) documentary discovery and an affidavit of documents from a Settling Defendant(s) in accordance with the Ontario *Rules of Civil Procedure*;
  - (b) oral discovery of a representative of a Settling Defendant(s), the transcript of which may be read in at trial;
  - (c) leave to serve a request to admit on a Settling Defendant(s) in respect of factual matters; and/or
  - (d) the production of a representative of a Settling Defendant(s) to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
21. **THIS COURT ORDERS** that the Settling Defendants retain all rights to oppose such motion(s) brought under paragraph 20. Moreover, nothing herein restricts a Settling Defendant from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of

proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with paragraph 20. Notwithstanding any provision in this Order, on any motion brought pursuant to paragraph 20, the Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate.

22. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in paragraph 20 above on the Settling Defendant by service on Counsel for the Settling Defendants.
23. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants acknowledge and attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
24. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any members of the Ontario Settlement Class has or may have against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators who are not Releasees.
25. **THIS COURT ORDERS** that no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement, including administration, investment, or distribution of the Trust Account.
26. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Amount shall be held in the Trust Account by Siskinds LLP for the benefit of Class Members and after the Effective Date the Settlement Amount may be used to pay Class Counsel Disbursements incurred for the benefit of the Settlement Classes in the continued prosecution of the litigation against the Non-Settling Defendants. This paragraph shall not be interpreted as affecting the rights of the Plaintiffs or the Settlement Classes to claim such Class Counsel Disbursements in the context of a future costs award in their favour against the Non-Settling Defendants, or the rights of the Non-Settling Defendants to oppose and resist any such claim.

27. **THIS COURT ORDERS** that in the event that some of the Settlement Amount remains in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees and Administrative Expenses, Class Counsel shall seek direction from this Court regarding the distribution of the remaining funds.
28. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the BC Court and the Quebec Court, and the BC Action has been dismissed with prejudice and without costs and the Quebec Action has been declared settled out of court as against the Settling Defendants in the relevant proceeding by the Courts. If such orders are not secured in Quebec and British Columbia, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Action and any agreement between the parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.
29. **THIS COURT ORDERS** that, in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms, this Order shall be declared null and void on subsequent motion made on notice.
30. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is hereby dismissed as against the Settling Defendants, without costs and with prejudice.

---

The Honourable Justice Belobaba